

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Le nouveau plan de domination US

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 24 FÉVRIER 2014

ENGLISH



Le nouveau plan de domination US

Par Ghaleb Kandil

L'administration de Barack Obama mène une offensive sur tous les fronts de la confrontation internationale, dans une tentative visant à modifier les équations qui ont permis de faire tomber l'hégémonie unilatérale des États-Unis. L'objectif est d'imposer un partenariat international sous la direction de Washington.

L'offensive américano-européenne en Ukraine a pour objectif déclaré de saper l'influence russe dans ce pays pour le soustraire à l'espace politico-géographique dirigé par Moscou, et de l'intégrer à la sphère d'influence occidentale. Les États européens ont fourni un soutien considérable à l'opposition ukrainienne, et il est intéressant de noter que les États-Unis ont renforcé leurs relations avec

l'Allemagne, qui ne cache pas ses ambitions économiques en Ukraine. Ce comportement a miné le rapprochement apparu entre la Russie et l'Allemagne après la décision d'Obama d'attaquer militairement la Syrie, l'été dernier. De la sorte, l'« Empire américain » a entraîné toute l'Europe dans la bataille contre la Russie, à travers l'Ukraine.

Le but dépasse l'Ukraine et vise à asséner des coups à toutes les zones d'influence traditionnelle de la Russie. Les stratèges états-uniens savent que si la Russie parvient à remporter le bras de fer en Ukraine, elle réussira à renforcer son influence dans l'ensemble de l'Europe de l'Est.

Washington a en outre annoncé une révision de ses politiques en Syrie. Cette révision intervient après le coup asséné au prestige de son empire, à l'issue de la décision d'Obama de ne pas intervenir militairement en Syrie et d'entamer des négociations avec l'Iran autour du dossier nucléaire. Cette réévaluation vise à rassurer les alliés et les satellites des États-Unis et leur dire que Washington ne compte pas se désengager du Proche-Orient, comme cela avait été imaginé, malgré les graves revers subi par ses plans de détruire l'État syrien et de contenir l'Iran.

Les stratèges états-uniens ont agi sur trois axes pour rassurer leurs alliés et agents régionaux, notamment l'Arabie saoudite :

- ▶ 1. L'attachement au régime des sanctions contre l'Iran et le ralentissement du rythme des négociations avec ce pays.
- ▶ 2. La focalisation sur la protection d'Israël, en œuvrant à la liquidation définitive du droit au retour des réfugiés palestiniens par la consécration de la judaïté de l'État d'Israël. Ce processus sera complété par la normalisation des relations entre Israël et les pétromonarchie du Golfe, sur les plans militaires et économiques.
- ▶ 3. La réactivation de l'option militaire en Syrie, à travers un vaste projet d'armement et d'entraînement des rebelles et le lancement d'une offensive à partir de la Jordanie, avec en finalité l'établissement d'une zone de sécurité pour protéger Israël.

Pour couvrir cette offensive générale, les États-Unis multiplie leurs mensonges au sujet de la lutte contre le terrorisme, alors qu'en Syrie leur principal outil de travail sont les groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda, qui évoluent sous diverses enseignes.

Il est clair que la confrontation en Ukraine va connaître une grande

escalade dans les semaines à venir, en dépit de l'accord signé sous l'égide de l'Union européenne. Les analystes s'attendent à des mesures et des initiatives russes pour faire face à l'escalade US, dans le but d'imposer un partenariat équilibré dans le monde. Cette position russe va se répercuter également sur les dossiers syriens et iraniens et non seulement sur la question ukrainienne, surtout que les États-Unis s'entêtent à vouloir construire le bouclier anti-missile, dirigé contre Moscou et Téhéran.

Le « zone de sécurité » israélo-jordanienne en Syrie

Par Ghaleb Kandil

Quatre facteurs montrent que l'alliance occidentale-turco-saoudienne, conduite par les États-Unis contre la Syrie, ne parviendra pas à renverser les équilibres militaires instaurés sur le terrain.

► Premièrement, l'humeur populaire a changé au profit de l'État national. Cela se traduit par les réconciliations, qui s'étendent d'une région à une autre, surtout autour de Damas. Les habitants de ces zones sont fatigués des crimes perpétrés par les groupes terroristes-takfiristes, et sont convaincus, comme la majorité des Syriens, que le retour de l'État est la seule façon pour eux de vivre une vie normale.

► Deuxièmement, le fait que les États-Unis soient contraints d'impliquer la Jordanie et Israël dans le plan d'offensive à partir du sud syrien est un signe de faiblesse, qui aura de graves répercussions sur l'opération militaire en préparation. La situation interne en Jordanie est en effet très fragile et peut exploser à tout moment si les autorités de ce pays continuent à participer activement et directement à l'agression contre la Syrie. De plus, les tentatives israéliennes d'instaurer une « zone de sécurité » en Syrie, contrôlée par une milice collaboratrice, va constituer un détonateur pour le lancement d'une résistance populaire syrienne pour lutter contre Israël et ses agents. Ceux-ci ne pourront pas se cacher derrière les vitrines d'une pseudo-opposition.

► Troisièmement, la force attaquante préparée en Jordanie pour l'offensive, quelle que soit son nombre, n'est qu'un groupe de mercenaires recrutés par les agences de renseignement arabo-occidentales, qui ont récemment tenu une réunion de coordination à Washington. Quel que soit le niveau d'entraînement reçu par ces mercenaires, il ne fait aucun doute qu'ils ne feront pas le poids devant une Armée arabe syrienne et une Armée de défense nationale, dont les motivations patriotiques leur accordent une supériorité morale, en plus d'une expérience de combat exceptionnelle.

► Quatrièmement, les mensonges des États-Unis et de l'Arabie saoudite sur le soutien qu'ils accordent à des « groupes armés modérés » se heurtent à des réalités que personne ne peut démentir. Les Saoudiens ont en effet essayé d'unifier sous une seule bannière, dans la province de Daraa, des groupes takfiristes, extrémistes et terroristes, qui n'ont rien de modéré.

La colonne vertébrale de l'offensive de Daraa sera le Front al-Nosra, les Brigades Ahrar al-Cham, tous deux proches d'Al-Qaïda, et les milices des Frères musulmans, qui constituent la principale composante du Front islamique. Si cette offensive dépasse le cadre médiatique, elle se traduira pas des combats féroces près de la frontière jordanienne, non loin de la ligne de démarcation dans le Golan. Le projet d'instauration d'une « zone de sécurité » pro-israélienne sera un facteur de mobilisation et de combativité supplémentaire pour l'armée et le peuple syriens.

Cette bataille, si elle a finalement lieu, sera celle de la défense de la souveraineté et de l'indépendance de la Syrie face à Israël.

Déclarations et prises de positions

Nabih Berry, président du Parlement libanais

« La formation du cabinet devrait diminuer toutes les tensions et ouvrir la voie au dialogue. Le Liban a perdu beaucoup de temps et d'opportunités à travers les décennies, depuis l'accord de Taëf jusqu'à l'accord de Doha, la table de dialogue, la déclaration de Baabda et le mémoire de Bkerké, en passant par toutes les petites

et grandes guerres politiques. Le Liban est sur le point de devenir un axe de combat de la crise syrienne qui enflamme Tripoli, le Hermel et le Akkar. Et c'est tout le Liban qui est menacé. Il faut à présent réussir les échéances constitutionnelles, la présidentielle et les législatives, et le premier projet du cabinet devrait être l'augmentation des effectifs de l'armée, sans oublier qu'il nous faut prendre certaines initiatives nécessaires pour ne pas perdre le pays, en ce qui concerne l'implantation ; nos frères en Jordanie ont déjà senti le danger et pris d'ailleurs les mesures nécessaires à cet effet. »

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

« Nous voulons protéger la résistance et les intérêts de notre peuple, tout en préservant la souveraineté, l'indépendance et la force de notre pays. Les takfiristes, terroristes et kamikazes sont les outils de l'axe américano-israélien, qui les manipule à sa guise, tantôt en Afghanistan et au Pakistan, tantôt en Irak et en Syrie et enfin au Liban. Cet axe s'est trouvé des groupes d'écervelés prêts à servir ses intérêts politiques, mais l'époque des investissements politiques est révolue grâce à l'existence d'une résistance en éveil. L'époque des agressions israéliennes est elle aussi révolue. Nous sommes réalistes et voulons traiter avec cette réalité pour réaliser nos rêves de liberté, de dignité et de victoire et continuerons d'argumenter dans ce sens jusqu'à ce que l'autre camp se réveille de sa torpeur. Mais nous ne voulons pas que la rivalité politique serve à attiser la discorde sunnite-chiite en faveur des ennemis régionaux et internationaux. »

Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste

« Les défis qui nous attendent restent grands, très grands. Le terrorisme est la menace principale à la paix civile et impose de renforcer la coordination entre les services de sécurité. L'une des principales missions du nouveau gouvernement est de réduire les tensions en vue du déroulement de l'élection présidentielle dans les délais constitutionnels, afin d'éviter le vide qui portera un coup dur à notre système démocratique. Si nos efforts ont abouti à un gouvernement rassembleur, nous faisons face aujourd'hui à des dossiers essentiels et urgents. Parmi ces dossiers, la gestion du conflit politique et son transfert de la rue embrasée à la table du

Conseil des ministres. Si toutefois les clivages s'avèrent très profonds, il faudrait au moins veiller à ne pas les attiser. »

Événements

• Deux soldats et un civil ont été tués et plus de 15 autres blessés, samedi, dans l'attentat à la voiture piégée qui a été revendiqué par le Front al-Nosra au Liban, considéré comme une branche d'un groupe lié à al-Qaïda. Selon un communiqué de l'armée, publié dimanche, la voiture utilisée dans l'attaque était une Jeep de type Grand Cherokee contenant 125 Kg d'explosifs. Dimanche, le chef de l'État Michel Sleiman a condamné l'attentat et a assuré que « le Liban vaincra le terrorisme tant qu'il y a des soldats qui se sacrifient et meurent pour leur pays ». Le président a appelé les forces militaires à renforcer leur détermination à lutter contre le terrorisme afin de préserver le pays et la paix civile. Le ministre de l'Intérieur Nouhad Machnouk a dénoncé « un crime condamnable, lâche et rejeté aux niveaux humain, national et politique ». Le Hezbollah a affirmé pour sa part dans un communiqué que cet attentat visait « tout le Liban » et que « le terrorisme était un danger pour tous les Libanais, même pour ceux qui trouvent des prétextes à de tels actes ». « Ce nouveau crime prouve que ces terroristes ne cherchent pas à trouver des raisons ou des explications à leurs crimes. Ils tuent et détruisent sans distinguer entre militaires et civils ou entre une confession et une autre », selon le parti chiite. Le mufti de la République, Mohammad Rachid Kabbani, a lui aussi dénoncé dans l'attentat de Hermel « un crime odieux à l'encontre de tous les Libanais ». Samedi, le Premier ministre Tammam Salam avait également condamné l'attaque, dénonçant un « acte de terrorisme ». Il a en outre appelé les Libanais à « se rallier à l'armée et aux forces de sécurité, qui ont toujours été, et continueront à être, une forteresse pour la nation ». Le jour de l'annonce de la formation de son gouvernement, il avait promis de « lutter contre toutes les formes de terrorisme ». L'ancien Premier ministre Saad Hariri a de même dénoncé une attaque « criminelle » et « terroriste », présentant ses

condoléances au commandant en chef de l'armée Jean Kahwaji. Le commandement de l'armée libanaise a de son côté affirmé, dans un communiqué, que les soldats « paient le prix de la lutte contre le terrorisme par leur sang ». « L'armée a depuis longtemps mis en garde contre les risques d'actes terroristes et a renforcé sa vigilance pour arrêter ceux qui essaient de frapper l'institution militaire et enfoncer le Liban dans un cycle de violence, souligne le commandement. Rien n'empêchera l'armée de poursuivre sa lutte contre le terrorisme », a ajouté l'institution militaire qui affirme en outre que l'attentat doit « inciter les Libanais à soutenir leur armée ».

- Les services de renseignement de l'armée ont arrêté dimanche dans la région de Qaa (dans la Békaa) un homme soupçonné d'être le terroriste Kassem el-Atrache, rapporte l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). L'armée vérifie l'identité du détenu. Kassem el-Atrache est l'oncle et le complice du cheikh sunnite Omar el-Atrache, soupçonné d'avoir fait entrer deux voitures piégées dans la banlieue sud de Beyrouth. Arrêté le 22 janvier, il était soupçonné d'entretenir des liens avec des terroristes à l'intérieur de la Syrie et d'avoir mis en place une cellule terroriste au Liban regroupant des Libanais, des Syriens et des Palestiniens. Lors de son interrogatoire, l'homme a avoué avoir fait parvenir jusqu'à Beyrouth des voitures piégées. Les véhicules lui avaient été remis par un Syrien connu sous le pseudonyme d'Abou Khaled. Atrache, à son tour, remettait les voitures à Naïm Abbas. Omar el-Atrache est originaire de la localité de Ersal dans la Békaa. Le commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire, le juge Sakr Sakr a engagé des poursuites contre Atrache ainsi que cinq autres personnes, pour leur implication dans deux attentats suicide, le 2 et le 21 janvier à Haret Hreik, un quartier du sud de la capitale libanaise, qui ont fait au moins six morts.

- Le quotidien *As-Safir* rapporte que l'ambassadeur de Syrie au Liban, Ali Abdel Karim Ali, s'est rendu au Grand Sérail, jeudi, pour la première fois depuis longtemps, pour présenter à Tammam Salam les félicitations du gouvernement syrien et de son Premier ministre Waël al-Halqi. L'ambassadeur a réitéré à cette occasion la volonté de coopération de Damas, dans l'intérêt des deux pays,

pour faire face au danger du terrorisme qui prend pour cibles aussi bien le Liban que la Syrie.

- Les autorités de Damas ont affirmé dimanche qu'elles coopéreraient avec l'ONU dans le cadre du « respect de la souveraineté », au lendemain de l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution sur l'accès humanitaire en Syrie. « Nous poursuivrons notre coopération avec l'ONU pour appliquer la résolution 2139 (du Conseil de sécurité), dans le cadre du respect des principes de l'ONU (...) notamment le respect de la souveraineté nationale et du rôle de l'État », a indiqué le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué. « Nous sommes prêts à coopérer avec le représentant de l'ONU [en Syrie] et les organisations humanitaires internationales afin de [trouver] les mécanismes qui garantissent l'application de la résolution », ajoute le communiqué. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté samedi à l'unanimité une résolution non contraignante qui réclame la levée du siège de plusieurs villes de Syrie et des facilités de passage pour les convois humanitaires. « Pour parvenir à une solution à la crise humanitaire en Syrie, il est nécessaire d'en traiter les causes (...) en faisant face au terrorisme », estime le communiqué.

- Des sources diplomatiques haut placées, citées par le quotidien *Al-Joumhouria*, rapportent que le Vatican a informé l'Administration états-unienne de son soutien total à une solution pacifique et juste du conflit israélo-palestinien. Mais le Saint-Siège a exprimé sa profonde inquiétude du danger de l'implantation des Palestiniens au Liban, « un pays qui parvient tout juste à survivre et à exister ».

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(21 février 2014)

Une source diplomatique au Caire rapporte que le sommet arabe prévu au Koweït les 25 et 26 mars prochain abordera le dossier

libanais, sous l'angle de la préservation de la sécurité et de la stabilité au Liban, mais aussi pour soutenir ses institutions constitutionnelles et le tenir à l'écart de la crise syrienne. La source indique que le sommet apportera son soutien au Liban dans le dossier des réfugiés syriens.

D'autres sources diplomatiques rapportent que l'entretien entre le président Barack Obama et le roi Abdallah d'Arabie saoudite, dans la seconde moitié du mois de mars, évoquera probablement le dossier libanais. Cet entretien s'inscrira dans le prolongement du sommet franco-US de Washington et des discussions effectuées par l'émissaire présidentiel français à Beyrouth, Emmanuel Bonne, et l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, David Hale, à Paris et Riyad. Le dossier libanais devrait être évoqué entre les deux hommes sous le prisme de l'échéance présidentielle.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Sabine Oueiss (21 février 2014)

Le double attentat de Bir Hassan confirme que la lutte contre le terrorisme ne peut pas se limiter à la formation d'un gouvernement ou à la nomination des faucons du 14-Mars aux principaux portefeuilles sécuritaires et judiciaires. Il est nécessaire de traiter les causes favorisant la poursuite de ce phénomène. Voilà ce qui explique la position du Courant du futur, qui a une nouvelle fois appelé, dans son communiqué hebdomadaire, le Hezbollah à se retirer de Syrie. Le double attentat a été un défi de taille pour le camp du 14-Mars à qui incombe désormais la responsabilité du maintien de la sécurité, ce qui pourrait prêter le flanc à des accusations lui reprochant de faillir à ses obligations, dans l'éventualité où les attentats-suicides se poursuivraient. C'est ce qui explique la scène significative montrant le ministre de l'Intérieur, Nouhad Machnouk, accouru sur les lieux du double attentat, accompagné du chef de l'unité de liaison et de coordination du Hezbollah, Wafic Safa, et du ministre des Finances, Ali Hassan Khalil.

Selon des sources politiques, cette image a une portée symbolique et montre qu'une décision sérieuse a été prise au niveau des commandements du Futur et du Hezbollah, pour que les deux parties traduisent en acte les concessions faites lors de la

formation du gouvernement, en mettant un terme au débordement sécuritaire qui a pris des proportions dangereuses. L'accueil favorable par les États-Unis et les pays européens de la formation du gouvernement en dit long sur l'ampleur des inquiétudes sécuritaires de la communauté internationale, à la lumière des informations faisant état de l'intention du régime syrien de lier le conflit au Liban à la crise syrienne. C'est pour cela que la communauté internationale met l'accent sur la nécessité de séparer le volet libanais du volet syrien et de tenir le Liban à l'écart de la guerre en Syrie. D'où aussi les encouragements des acteurs externes et internes pour une rédaction rapide de la déclaration ministérielle, afin de paver la voie à l'obtention par le gouvernement de la confiance.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

(21 février 2014)

L'Armée libanaise souhaite obtenir rapidement de la France les armes, les véhicules et le matériel dont elle a besoin, dans le cadre du don saoudien de 3 milliards de dollars, tout comme elle souhaite renforcer, sans plus tarder, ses services de renseignement face à la vague d'attentats terroristes qui déferle sur le pays.

Mais il semblerait que les négociations entre le Liban et la France n'avancent que très lentement. Selon certaines informations, les Français ne souhaiteraient pas fournir au Liban certains types d'armes et d'équipements figurant sur la liste des besoins de l'armée. Dans certains cas, ils voudraient en retarder la livraison de plusieurs années, ou encore puiser dans leurs stocks usagés. Pourtant, le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Édouard Guillaud, se trouvait en Arabie saoudite pendant les entretiens entre le général Jean Kahwagi et les responsables saoudiens, et s'est montré disposé à satisfaire les demandes de l'Armée libanaise.

L'Armée libanaise sait ce qu'elle veut et ne compte pas y renoncer, d'autant que sa liste de besoins a été avalisée par les bailleurs de fonds saoudiens. Mais les Français n'ont toujours pas donné de réponses claires...

Al-Akhbar (20 février 2014)

Hyam Kousseify

L'image du ministre de l'Intérieur, Nouhad Machnouk, avec le chef de l'unité de liaison et de coordination du Hezbollah, Wafic Safa, sur les lieux de l'attentat de Bir Hassan, illustre parfaitement ce que les milieux du 14-Mars craignaient à la veille de la formation du cabinet. Saad Hariri a tenté de convaincre ceux qui n'étaient pas de son avis de rejoindre le gouvernement, évoquant des acquis tant ponctuels que de long terme, permettant de mettre un terme au conflit entre sunnites et chiites. Ceux qui défendent la thèse opposée au 14-Mars soutiennent que la désignation de Machnouk, de Boutros Harb et d'Achraf Rifi aux ministères de l'Intérieur, des Télécommunications et de la Justice, revient à impliquer le 14-Mars dans les incidents sécuritaires, non à sauver le pays.

Pour les tenants de cette idée, évoquée principalement par Samir Geagea, le problème demeure le même : l'implication du Hezbollah en Syrie. La déclaration ministérielle est le seul moyen permettant de dissiper les craintes de ce camp. Ses milieux ont appris que la déclaration ministérielle sera rapidement rédigée avec des formules susceptibles de faire baisser la tension provenant de l'évocation de la déclaration de Baabda et du triptyque armée-peuple-résistance. Ces informations ont été au centre des discussions qui ont eu lieu à Meerab entre Geagea et une délégation du 14-Mars, menée par Farès Souaid. Ce dernier s'est rendu chez Fouad Siniora dans une tentative de conforter la position du 14-Mars et de réactiver la relation entre le Courant du futur et les Forces libanaises, qui a pris un coup de froid dans la foulée de la rencontre entre Saad Hariri et Michel Aoun.

Farès Souaid souligne que pour le 14-Mars, la déclaration de Baabda est nécessaire et toutes les composantes de ce camp y sont attachées. Il précise que les FL refusent l'adoption d'une déclaration ministérielle « incolore, inodore et sans saveur », et considèrent que celle-ci doit se fonder sur la déclaration de Baabda.

Concernant la relation entre Geagea et Hariri, le problème ne réside pas dans la rencontre qui a eu lieu entre le chef du Futur et le leader du CPL. Les FL reprochent plutôt à leur allié de l'avoir arrangée en secret et d'avoir nié les informations suggérant qu'elle avait eu lieu. La crise de confiance s'est amplifiée de part et d'autre quand Michel Aoun a informé Hassan Nasrallah de son entretien

avec Hariri, à l'heure où celui-ci a préféré se murer dans le silence auprès de ses alliés.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(20 février 2014)

Des agents du service de renseignement des Forces de sécurité intérieure (FSI) ont procédé à des perquisitions mercredi à l'aube dans la région de corniche al-Mazraa, pour arrêter un suspect qui était chargé par des organisations terroristes d'explorer les alentours du Centre culturel iranien et de la télévision *al-Manar*. Toutefois, ses aveux ont coïncidé avec le double attentat suicide, avant que des renforts ne soient dépêchés dans la région pour déjouer l'attaque.

Par ailleurs, des sources bien informées ont indiqué que la région prise pour cible par le double attentat suicide, mercredi, est soumise à une surveillance minutieuse de la part du service de sécurité iranien et du service de sécurité des ambassades, relevant du ministère libanais de l'Intérieur. Le cordon de sécurité exceptionnel mis en place après les explosions laisse croire qu'un haut responsable de la sécurité d'un grand parti était visé dans la région.

Des sources de sécurité du Hezbollah ont révélé que « le but des terroristes était de faire exploser plusieurs voitures piégées, mais les mesures de sécurité strictes autour du centre culturel iranien et le fait que la panique se soit emparée du second kamikaze, qui s'est fait exploser quelques instants après le premier, ont contribué à limiter les dégâts. » Les mêmes sources font état de l'arrestation d'un troisième kamikaze qui était à bord d'une voiture dont la charge a été désamorcée sur place. Il est actuellement soumis à un interrogatoire. Le Hezbollah a également appréhendé quatre ressortissants syriens qui ne portaient pas de papiers d'identité et qui étaient en train de filmer la région avec du matériel sophistiqué.

Les sources précitées ajoutent que les mesures de sécurité avaient été renforcées à Bir Hassan, mais il existe des lacunes qu'il est difficile de combler, surtout que les kamikazes ne peuvent pas être stoppés.

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Randa Takieddine, Paris (20 février 2014)

La formation du gouvernement avec l'allié du général Michel Aoun au ministère de l'Énergie devrait être l'occasion pour le Liban de demander aux Nations unies la délimitation des frontières maritimes avec Israël. À cette fin, un comité a été formé aux États-Unis sous la direction du diplomate Frederic Hoff.

L'année dernière, Israël avait commencé à produire du gaz à partir des champs de Tamar et Léviathan. Le Liban, lui, attend toujours les opérations de forage, avec la possibilité découvrir de grandes quantités de gaz, ce qui lui permettrait, dans sept ans, de couvrir la facture énergétique du pays. Par conséquent, l'absence de frontières maritimes claires entre le Liban et Israël pose un grave problème. Elle pourrait justifier une attaque israélienne, elle pourrait même justifier une guerre.

Les ressources gazières et pétrolières du bassin oriental de la Méditerranée sont estimées à 1,7 millions de barils de pétroles et 122 trillions de pieds cube de gaz. L'expert français Pierre Terzian estime que tous les facteurs de risques sont présents dans cette région qui regroupe le Liban, Israël, Chypre et Gaza. Un journaliste états-unien note également que la Russie a investi près de 90 millions de dollars pour un accord de forage en Syrie, sans compter qu'Israël a installé une flotte à la pointe de la technologie à l'Est de la Méditerranée et que le Hezbollah dispose de missiles maritimes qu'il a déjà utilisé pendant la guerre de juillet 2006.

Al-Raï (Quotidien koweïtien, 20 février 2014)

Les groupes terroristes, qui ont subi des coups durs, restent capables de bouger. Des informations font état de l'existence de six voitures piégées, autant d'outils de morts ambulants, que les services de sécurité n'ont pas encore réussi à localiser et à désamorcer. Les analystes pensaient qu'après la mort du chef des Brigades Abdallah Azzam, Majed al-Maled, et l'arrestation de leur cerveau, Naïm Abbas, ce groupe terroriste aurait besoin de temps pour se réorganiser. Mais ces prévisions se sont heurtées aux explosions de mercredi. Surtout que les services de sécurité ont enregistré des succès et ont évité au Liban de véritables catastrophes, avec la découverte de la voiture piégée de Mazraa et la neutralisation d'une autre voiture, conduite par une femme, sur

la route de Ersal–Laboué, avec 240 kilogrammes d'explosifs à son bord.

Dans ses aveux, Naïm Abbas a indiqué que de nombreux kamikazes se trouvent au Liban, informations confirmées par le double attentat suicide de mercredi. Cela montre que le risque de nouvelles attaques terroristes au Liban reste grand, malgré toutes les mesures de sécurité.

Des sources bien informées ont indiqué que le titre de la période à venir au Liban, qui devrait être clairement exprimé dans la déclaration ministérielle, sera la lutte contre le terrorisme, pour laquelle les États–Unis accordent aussi un grand intérêt.

AFP (Agence de presse française)

Acil Tabbara (23 février 2014)

L'Arabie saoudite, qui tente d'unifier et de renforcer les rebelles syriens, est en pourparlers avec le Pakistan pour leur fournir des armes anti–aériennes et antichars capables de renverser l'équilibre sur le terrain, selon des sources proches du dossier.

Lors d'une visite éclair la semaine dernière dans le nord de la Syrie, le chef de la coalition nationale de l'opposition, Ahmad Jarba, a promis aux rebelles que « des armes performantes vont bientôt arriver ».

Une source proche du dossier indique que l'Arabie saoudite va se procurer ces armes du Pakistan, qui fabrique sa propre version des missiles chinois sol–air à très courte portée (Manpad) nommés *Anza* et des armes antichars.

Elle souligne que le chef d'état–major de l'armée pakistanaise, le général Raheel Sharif, s'est rendu début février dans la première visite de ce genre en Arabie saoudite, où il a rencontré le prince héritier Salman ben Abdel Abdel Aziz. Le prince Salman, accompagné d'une importante délégation, s'est à son tour rendu la semaine dernière au Pakistan. Il avait été précédé par le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal. Selon cette même source, la fourniture d'armes serait accompagnée de facilités de stockage en Jordanie.

Pierre Khalaf

Source : « Le nouveau plan de domination US », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 24 février 2014, www.voltairenet.org/article182323.html